

NOUS AGISSONS POUR UN MONDE MEILLEUR

aqoci.qc.ca/sdi

Pourquoi les INÉGALITÉS persistent-elles et comment peut-on y mettre fin?

Quelques chiffres

- moins de 10 % de la population mondiale détient 83 % de la richesse mondiale, alors que 3 % vont à 70 % des habitant-e-s.¹
- L'Amérique du Nord et l'Europe en possèdent 65 %.
- Les 0,7% les plus riches détiennent pas moins de 41% de l'ensemble de la richesse, alors que la moitié de la population n'en détient que 0,5%.
- Si l'on considère la fortune médiane accumulée ² par adulte entre pays, le Malawi en est à 90\$, alors que l'Australie a une richesse médiane par adulte de 219 505\$, soit plus de 2400 fois plus!
- La richesse des 1% les plus riches (environ 73 millions de personnes) s'élève à 110000 milliards de dollars. C'est 65 fois la richesse totale de la moitié la moins riche de la population mondiale, soit plus de 3,6 milliards de personnes.
- Les 85 personnes les plus riches du monde possèdent autant en termes de richesse que toute la moitié la moins riche de la population mondiale (3,6 milliards de personnes).
- Sept personnes sur dix vivent dans un pays où l'inégalité économique a augmenté au cours des 30 dernières années.
- « Aux États-Unis, les 1% les plus riches ont confisqué 95% de la croissance post-crise financière depuis 2009, tandis que les 90% les moins riches se sont appauvris ».³
- Au Canada, la fortune de 86 des plus nanti-e-s (à peine ,002 % de la population) s'élève à près de 180 milliards de dollars, soit l'équivalent des avoirs des 11,4 millions les plus pauvres.⁴

Pour comprendre des dimensions incontournables du développement international telles que la paix, les changements climatiques, la santé des mères et des enfants ainsi que l'égalité entre les femmes et les hommes, il faut d'abord appréhender notre monde du point de vue de sa dimension la plus profondément injuste : celle des inégalités qui le façonnent. Ces quatre problématiques sont accentuées par les rapports économiques et politiques inégaux, par l'incapacité des plus appauvri-e-s de modifier en profondeur les dynamiques sociales qui leur font du tort tout en enrichissant les plus riches.

Les inégalités sont criantes entre pays et elles ne cessent d'augmenter au sein des pays, même ceux qui sont perçus comme les plus riches du monde. Les inégalités se présentent sur le plan économique, mais aussi social et politique, en termes de distribution des pouvoirs d'influencer le monde dans lequel nous vivons.

Sans redistribution des richesses, sans modification des modes de prise de décision, sans accès à l'éducation ou aux soins de santé, le cycle de la pauvreté se poursuivra, contrôlé par les plus riches du monde, et les plus vulnérabilisé-e-s n'auront pas l'opportunité d'améliorer leur sort, bien au contraire.

DANS LES FAITS, MOINS DE 10% DE LA POPULATION DÉTIENT 83% DU PATRIMOINE MONDIAL, ALORS QUE 70% DE CETTE MÊME POPULATION N'EN DÉTIENT QUE 3%.



¹ Observatoire des inégalités : « La répartition du patrimoine dans le monde », en ligne : <http://www.inegalites.fr/spip.php?article1393>

² La médiane : 50% de la population est moins riche que ce montant et 50% est plus riche que ce montant.

³ Document d'Oxfam international, « Pour en finir avec les inégalités extrêmes », janvier 2013. En ligne :

http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/bp-working-for-few-political-capture-inequality-20114-fr_2.pdf

⁴ David MacDonald, « Outrageous Fortune : Documenting Canada's Wealth Gap », Centre canadien de politiques alternatives, avril 2014. En ligne : www.policyalternatives.ca

Pourquoi en somme nous arrivés à une telle injustice?

Parmi les rôles que doivent jouer les gouvernements dans une perspective de justice sociale, notons :

- Offrir des services publics gratuits et de qualité à toute la population;
- Appliquer des mesures d'équité afin de pallier aux injustices structurelles (handicap, orientation sexuelle, origines ethniques, sexe, classe sociale, etc.);
- Soutenir ces services et ces mesures par un système fiscal de redistribution de la richesse;
- Veiller à contenir l'appropriation indue de richesses (par évasion fiscale, spéculation, corruption, extorsion, etc.) grâce à des mesures règlementaires nationales ou internationales.

Or, le fonctionnement de notre économie fait en sorte que les plus nanti-e-s, en général en provenance des grandes compagnies ou qui détiennent une fortune familiale, ont une très grande influence sur les décisions économiques et politiques des gouvernements.

L'idéologie néolibérale est basée sur le marché comme meilleur moyen de redistribuer les richesses (selon laquelle si quelqu'un gagne de l'argent, nous faisons tous de l'argent) Cette dernière pousse les gouvernements à délaissier leur rôle de redistribution pour plutôt faciliter le démantèlement des institutions publiques. L'argument de l'austérité à tout prix encourage la privatisation des services publics, la libéralisation du commerce, l'influence des grandes compagnies plutôt que celle des citoyennes et des citoyens.

Or, selon Joseph E. Stiglitz, co-réceptiendaire du « prix Nobel de l'économie » en 2001 et ex-économiste en chef de la Banque mondiale, et même selon le Fonds monétaire international, ce raisonnement a montré ses failles. Lorsque les plus riches se sont enrichi-e-s suite à la crise, elles et ils n'ont pas créé de richesse, ils en ont pris aux plus pauvres du monde. Les profits sont privatisés, alors que les pertes sont absorbées par le secteur public, au détriment des plus vulnérabilisé-e-s. Alors que les primes faramineuses étaient toujours accordées aux banquiers pour avoir pris les risques financiers qui ont mené à la crise, on assistait à une grave famine pour des millions de personnes dans la Corne africaine en 2011⁵.

QUE FAIRE ?

- Demander aux gouvernements de travailler pour l'ensemble de leurs citoyennes et citoyens.
- Demander que la lutte contre les inégalités fasse partie des objectifs du programme de développement post-2015.
- Promouvoir l'égalité économique et la défense des droits des femmes, notamment par une amélioration des soins de santé maternelle et infantile.
- Agir contre les paradis fiscaux.
- Appuyer les soins de santé et l'éducation universelle.
- Modifier le système international de propriété intellectuelle des médicaments et du vivant.
- Demander au gouvernement de faire primer les dépenses sociales (éducation, santé, infrastructures, etc.) sur les dépenses militaires.
- Demander le financement de l'adaptation aux changements climatiques sur la scène internationale, puisque les plus affecté-e-s sont celles et ceux qui ont historiquement le moins contribué aux changements climatiques.

⁵ Les niveaux de ces primes étaient revenus à leur niveau avant-crise dès 2010 au Royaume-Uni, atteignant environ 12,8 milliards de dollars canadiens (8,5 milliards de livres). Au cœur de la crise, en 2008, ces primes atteignaient 6 milliards de livres, malgré la dépréciation des actifs bancaires de 60 milliards de livres. Voir :

<http://affaires.lapresse.ca/economie/200901/06/01-685350-les-primes-des-banquiers-au-coeur-de-la-crise.php>
http://www.aufait.ma/2010/05/14/retour-des-primes-des-banquiers-a-leurs-niveaux-de-lavant-crise_392208

Organismes québécois de coopération internationale qui travaillent sur la question



Solidarité Nord-Sud
des Bois-Francs



Graphisme : Sherpa Design



Développement
et Paix

SEMAINE DU
DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL



Semaine du
développement international
International
Development Week

Canada

